

Mesure de l'impact de la digitalisation sur les effets de la corruption menant à l'évasion fiscale

Anis El Ammari

Maître de conférences en finance à la faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Mahdia,
Université de Monastir, Tunis

Membre de l'Association Académique Internationale de Gouvernance (AAIG), France.

E-mail : ammari_anis1@yahoo.fr

Received: October 13, 2025

Accepted: November 30, 2024

Published: December 31, 2025

Résumé

Objectif : Cette étude vise à examiner la relation entre la digitalisation et l'évasion fiscale, tout en analysant le rôle modérateur de la corruption dans cette relation.

Méthodologie : L'étude s'appuie sur un échantillon de 115 pays. Les données relatives aux indicateurs de numérisation, à la corruption et à l'évasion fiscale proviennent de la Banque mondiale et du Fond Monétaire International (FMI). Enfin, les autres variables sont extraites de la Banque mondiale, de la Fondation Héritage et des Perspectives mondiales de l'urbanisation.

Résultats : Les résultats montrent une relation négative et significative entre le score global de digitalisation (ainsi que les sous-scores liés à l'adoption de la digitalisation par les entreprises, les individus et les gouvernements) et l'évasion fiscale, ce qui confirme son rôle d'outil efficace pour réduire la fraude. Cependant, cet effet est affaibli dans les pays où la corruption est élevée, ce qui indique que la corruption limite l'efficacité des technologies numériques dans la lutte contre l'évasion fiscale.

Originalité/pertinence : Cette étude se distingue par son approche globale, qui analyse simultanément les trois dimensions de la digitalisation - économique, sociale et administrative - et en intégrant la corruption comme variable modératrice. Elle apporte ainsi une contribution originale à la littérature portant sur les déterminants institutionnels de l'évasion fiscale. Sur le plan pratique, les résultats fournissent des implications pertinentes pour les décideurs publics, en démontrant que l'efficacité des politiques de digitalisation fiscale repose largement sur la réduction des niveaux de corruption. Cette condition apparaît essentielle pour maximiser l'impact des outils numériques dans la prévention des comportements frauduleux et pour améliorer durablement la mobilisation des ressources fiscales au sein des économies nationales.

Mots-clés : Evasion fiscale ; digitalisation ; corruption ; effet modérateur.

Code de classification JEL : G28 ; G38 ; H26

Measuring the impact of digitalization on the effects of corruption leading to tax evasion

Anis El Ammari

Associate Professor of Finance at the Faculty of Economic Sciences and Management of Mahdia,
University of Monastir, Tunisia.

Member of the International Academic Association of Governance, (IAAG), France.

E-mail: ammari_anis1@yahoo.fr

Purpose: This study aims to examine the relationship between digitalization and tax evasion, while analyzing the moderating role of corruption in this association.

Methodology: The study is based on a sample of 115 countries. Data related to digitalization indicators, corruption, and tax evasion are obtained from the World Bank and the International Monetary Fund (IMF). Finally, the other variables are drawn from the World Bank, the Heritage Foundation, and the World Urbanization Prospects.

Findings: The results reveal a negative and significant relationship between the overall digitalization score (as well as the sub-scores related to digital adoption by businesses, individuals, and governments) and tax evasion, confirming that digitalization serves as an effective tool for reducing tax fraud. However, this effect is weakened in countries with high levels of corruption, indicating that corruption limits the effectiveness of digital technologies in combating tax evasion.

Originality/ relevance: This study stands out for its comprehensive approach, which simultaneously analyzes the three dimensions of digitalization - economic, social, and administrative - while integrating corruption as a moderating variable. It thus provides an original contribution to the literature on the institutional determinants of tax evasion. From a practical perspective, the findings offer valuable implications for policymakers, demonstrating that the effectiveness of digital tax policies largely depends on reducing corruption levels. This condition appears essential to maximize the impact of digital tools in preventing fraudulent behavior and to enhance the sustainable mobilization of fiscal resources within national economies.

Key-words: Tax evasion; Digitalization; Corruption; Moderating effect

JEL classification codes : G28 ; G38 ; H26

Introduction

Les récentes avancées technologiques et la diffusion croissante des outils numériques ont profondément transformé les mécanismes de perception et de contrôle fiscal à l'échelle mondiale. Ces innovations ont permis d'améliorer la rapidité, la fiabilité et la précision des traitements fiscaux, tout en redéfinissant les processus de déclaration, de vérification et de contrôle des contribuables (World Bank, 2020 ; Alm et al., 2020 ; Skare et Soriano, 2021 ; OECD, 2021). Dans ce contexte, les administrations fiscales, les décideurs politiques et les professionnels du secteur comptable ont progressivement adopté une diversité d'outils numériques, tels que les plateformes en ligne, les applications mobiles et les logiciels spécialisés. La digitalisation apparaît ainsi comme un levier stratégique pour renforcer la transparence, optimiser l'efficacité opérationnelle et limiter les comportements d'évasion fiscale (Nam, 2018 ; Adam, 2020 ; Pomaza-Ponomarenko et al., 2020 ; Androniceanu et al., 2022 ; Yamen et al., 2023b ; Khelil et al., 2023 ; Chen et al., 2024 ; Zhang et She, 2024 ; Chen, et Meng, 2024 ; Olumoh, 2025 ; Azenzoul et al., 2025). Néanmoins, elle peut également générer de nouvelles opportunités de fraude, en contournant les dispositifs de contrôle traditionnels (Alon et Hageman, 2013 ; Schneider, 2022 ; Amina et Sara, 2024).

La présente étude se propose d'analyser l'influence de l'adoption des technologies digitales sur l'évasion fiscale, tout en considérant l'impact modérateur de la corruption. Plus spécifiquement, l'objectif est d'évaluer dans quelle mesure la qualité institutionnelle, mesurée par le niveau de corruption, conditionne l'efficacité des outils numériques dans la lutte contre la fraude fiscale (Kaufmann et al., 2009 ; Rose-Ackerman and Palifka, 2016 ; Gupta et al., 2020 ; Rose-Ackerman, 2021 ; Yamen et al., 2023b ; Mutungi, 2023). Pour ce faire, une distinction est opérée entre les pays faiblement corrompus et ceux où la corruption est élevée. Le degré de digitalisation est mesuré à travers l'Indice d'Adoption de la Digitalisation (*Digital Adoption Index-IAD*) développé par la Banque mondiale, qui évalue la digitalisation au sein des entreprises, des individus et des administrations publiques et couvre un large éventail de pays (World Bank, 2019 ; Al-Mulali et al., 2021). L'évasion fiscale est approchée à l'aide de l'Indice de l'Economie Souterraine (Medina et Schneider, 2021), tandis que la corruption est quantifiée via l'Indice de Contrôle de la Corruption de la Banque mondiale (Kaufmann and Kraay, 2008 ; Thomas, 2010). À notre connaissance, cette étude fait partie des premières recherches qui appliquent l'IAD pour analyser son effet sur l'évasion fiscale à l'échelle internationale.

Les résultats obtenus révèlent une relation négative et significative entre la digitalisation et l'évasion fiscale : plus l'usage des outils numériques par les entreprises et les individus est répandu, plus l'évasion fiscale tend à diminuer (Torgler et Schneider, 2009 ; Alm et al., 2016). Cependant, l'intensité de cet effet dépend fortement du niveau de corruption : dans les pays à faible corruption, la réduction de l'évasion est plus prononcée, tandis que dans les environnements fortement corrompus, l'effet de la digitalisation est sensiblement atténué (Ajaz et Ahmad, 2010 ; Baum et al., 2017 ; Amohet Ali-Nakyea, 2019 ; Yamen et al., 2023b ; Khelil et al., 2023). Cette observation souligne l'importance des institutions et de la gouvernance dans l'efficacité des initiatives numériques (Picuret Riahi-Belkaoui, 2006 ; Skareet Soriano, 2021).

Cette recherche se distingue par l'analyse simultanée des trois dimensions de la digitalisation - économique, sociale et administrative - et par l'intégration explicite de la corruption comme facteur modérateur, offrant ainsi une contribution originale à la littérature sur les déterminants institutionnels de l'évasion fiscale (Alon et Hageman, 2013 ; Almet Liu, 2018 ; Pomaza-Ponomarenko et al., 2020). Sur le plan pratique, les résultats fournissent des recommandations stratégiques pour les décideurs publics : il est essentiel d'investir dans la transformation numérique des administrations fiscales pour renforcer la collecte des recettes et limiter les fraudes, tout en poursuivant activement la lutte contre la corruption, condition nécessaire pour maximiser l'efficacité de ces outils numériques (Rose-Ackerman et Palifka, 2016 ; OECD, 2021 ; Androniceanu et al., 2022).

Enfin, l'article est structuré comme suit : la section 2 présente la revue de littérature et formule les hypothèses de recherche ; la section 3 décrit la méthodologie adoptée ; la section 4 expose et analyse les résultats empiriques ; et la section 5 conclut en tirant les implications théoriques et pratiques de l'étude.

2. Revue de littérature et développement des hypothèses

2.1 L'évasion fiscale

L'évasion fiscale représente un enjeu économique majeur, particulièrement pour les pays en développement, en raison de ses effets délétères sur les finances publiques et sur l'équité fiscale. Dans la littérature, elle est systématiquement distinguée de l'évitement fiscal. Alors que ce dernier consiste à recourir à des stratégies légales pour réduire la charge fiscale, l'évasion implique des pratiques illégales visant à dissimuler des revenus, à falsifier des déclarations ou à contourner la législation fiscale (Sandmo, 2005 ; Alm, 2012 ; Cobham et Janský, 2018). Kemsley et al. (2022) précisent que l'évasion fiscale suppose deux éléments essentiels : (i) l'intention délibérée de réduire l'impôt dû et (ii) la manipulation ou la dissimulation de la base imposable. Cette dimension frauduleuse distingue l'évasion fiscale des autres comportements d'optimisation fiscale.

La littérature identifie plusieurs facteurs déterminants de l'évasion fiscale, regroupés en quatre grandes catégories. Premièrement, les facteurs démographiques tels que l'âge, le genre, le niveau d'éducation, le statut d'emploi et l'urbanisation influencent le comportement fiscal (Richardson, 2006; Khlif et Achek, 2015 ; Hossain et al., 2024 ; Khelil et al., 2025). Par exemple, les jeunes ou les individus peu instruits présentent une propension plus élevée à frauder. Deuxièmement, les facteurs culturels et comportementaux - notamment la morale fiscale, la confiance envers l'État, l'individualisme et l'aversion au risque - jouent un rôle crucial dans la conformité fiscale (Alm et Torgler, 2006 ; Tsakumis et al., 2007 ; Kirchler et al., 2007). Une faible confiance institutionnelle est associée à un recours accru aux pratiques évasives. Troisièmement, les facteurs institutionnels et juridiques, tels que la corruption, la qualité du système judiciaire et la complexité administrative, influencent la perception de l'efficacité des administrations fiscales et des sanctions (Riahi-Belkaoui, 2004 ; Svensson et Fisman, 2007 ; Kaufmann et Kraay, 2008). Enfin, les facteurs économiques, incluant le niveau de développement, la liberté économique, le taux d'imposition, le chômage et l'inflation, déterminent le contexte incitatif pour l'évasion. Dans les économies plus libérales ou dynamiques, les opportunités légales de revenus réduisent l'incitation à frauder (Angouret-Nmili, 2019 ; Khlif et Amara, 2019 ; Alm, 2021 ; Winter et Voza, 2022).

Les conséquences de l'évasion fiscale sont particulièrement préoccupantes pour les finances publiques. Elle prive l'État de ressources essentielles au financement des infrastructures, de l'éducation, de la santé et des services publics (Johannesen et Zucman, 2014 ; Gaspar et Hagan, 2016; Abdixhiku et al., 2017 ; Ozili, 2020). En outre, Mitchell et Sikka (2011) soulignent que l'évasion contribue à accroître les inégalités sociales et compromet la justice fiscale, remettant en cause la légitimité du système et la cohésion sociale. Face à ces défis, les gouvernements ont mis en œuvre diverses stratégies pour réduire l'évasion fiscale, parmi lesquelles la digitalisation des services fiscaux occupe une place centrale. La numérisation permet de tracer les transactions financières, de collecter des données fiscales plus précises et de renforcer le contrôle administratif (Alm, 2021 ; Kitsios et al., 2022). L'adoption des outils d'e-gouvernement améliore la transparence, accroît la responsabilité des institutions et réduit les comportements d'évasion (Uyar et al., 2021 ; Alon et al., 2022 ; Androniceanu et al., 2022 ; Hossain et al., 2024). De plus, des recherches récentes montrent que la digitalisation peut atténuer l'effet de la corruption sur la fraude fiscale, en limitant l'intervention humaine dans les processus de collecte et de vérification (Nam, 2018 ; Adam, 2020 ; Fisman et Svensson, 2021).

En résumé, la lutte contre l'évasion fiscale repose sur un ensemble de mesures complémentaires : cadre juridique strict, gouvernance institutionnelle efficace, transformation numérique des

administrations et sensibilisation culturelle des contribuables. Une approche intégrée combinant ces leviers constitue une réponse efficace pour renforcer la discipline fiscale, améliorer la collecte des recettes publiques et promouvoir l'équité fiscale (Rose-Ackerman et Palifka, 2016 ; OECD, 2021 ; Al-Mulali et al., 2021 ; Torgler, 2023).

2.2. La Digitalisation

La digitalisation est aujourd'hui perçue comme un phénomène multidimensionnel, englobant des processus allant de la simple conversion de données à la transformation profonde des organisations et des économies. Brenner et Hartl (2021) proposent une distinction conceptuelle utile en trois niveaux: la numérisation, qui correspond à la conversion de données analogiques en format numérique; la digitalisation, entendue comme l'intégration des Technologies de l'Information et de la Communication dans les processus organisationnels afin de transformer les modèles économiques, améliorer les services et optimiser les interactions; et la transformation digitale, notion plus globale qui fait référence à l'émergence de nouveaux modèles économiques rendus possibles par les technologies numériques (Sebastian et al., 2017; Vial, 2019).

Dans le cadre de cette étude, la digitalisation est considérée comme l'adoption des technologies numériques à l'échelle macroéconomique, incluant Internet, les téléphones mobiles et d'autres outils numériques, et leur utilisation pour améliorer les processus économiques et administratifs. La littérature propose plusieurs approches pour quantifier ce phénomène. Kotarba (2017) suggère un cadre en cinq dimensions : économie numérique, société numérique, industrie numérique, entreprise numérique et clients numériques. D'autres instruments de mesure incluent le *Digital Density Index*, développé par *Oxford Economics and Accenture Strategy*, ainsi que le *Digital Economy and Society Index* de la Commission européenne, qui évalue la maturité numérique des États membres. Bernhard et al. (2018) ont quant à eux élaboré un indice composite basé sur la stratégie numérique, les services numériques, la transparence de l'information et l'interaction en ligne, construit à partir de données d'enquêtes nationales. Plus récemment, Li et al. (2022) ont proposé un indice de digitalisation sectorielle intégrant la connectivité, la digitalisation des processus et l'innovation technologique dans les entreprises.

Dans le secteur financier, la digitalisation a conduit à l'émergence de nouveaux modèles de gestion et de contrôle, reposant sur l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et l'analyse de données massives pour détecter les fraudes, identifier les anomalies transactionnelles et lutter contre le blanchiment d'argent (Alam et al., 2019 ; Nguyen et al., 2021 ; Lee et al., 2022 ; Nguyen et al., 2023 ; Nuryani et al., 2024 ; Nembe et al., 2024 ; Shujaaddeen et al., 2024 ; Nguyen, 2025). Pour mesurer cette intensité, Pakhnenko et al. (2021) ont développé un Indice des Services Financiers Numériques, fondé sur l'inclusion numérique, l'inclusion financière et la disponibilité de services financiers digitaux. D'autres indicateurs, comme le FinTech Adoption Index et le FinTech Index, évaluent l'adoption des technologies numériques dans le secteur financier à l'échelle nationale et internationale. À l'échelle mondiale, Khera et al. (2021) ont construit un indice d'inclusion financière numérique couvrant 52 pays émergents et en développement, en se concentrant sur l'accès et l'usage des services financiers numériques. Plus largement, le IAD de la Banque mondiale constitue un outil robuste pour mesurer l'adoption des technologies numériques dans 180 pays, à travers trois dimensions : adoption par les entreprises (IADE), par les individus (IADI) et par les gouvernements (IADG). Le IAD est largement utilisé dans la recherche empirique pour sa fiabilité méthodologique, reposant sur des données observables plutôt que sur des perceptions subjectives (Ouedraogo et Sy, 2020 ; Pomaza-Ponomarenko et al., 2020; Al-Mulali et al., 2021). Ces travaux mettent en évidence l'effet systémique de la digitalisation, capable d'améliorer la confiance dans les institutions, de renforcer l'efficacité des administrations fiscales et de réduire la corruption (Skare et Soriano, 2021 ; Berman et al., 2022 ; Khelil et al., 2023 ; Yamen et al., 2023b).

En somme, la digitalisation constitue un levier stratégique, à la fois pour la transformation des modèles économiques et pour l'optimisation de la gouvernance publique, offrant des outils puissants pour la transparence, la performance administrative et la réduction des comportements illicites dans divers secteurs économiques.

2.3. L'impact de la digitalisation sur les pratiques comptables et fiscales

La digitalisation a transformé en profondeur les pratiques comptables et financières, en introduisant des outils technologiques avancés qui supplantent progressivement les méthodes traditionnelles basées sur le papier. Cette évolution vers des systèmes numériques a permis aux professionnels de la comptabilité et de la finance d'accroître l'efficacité, la fiabilité et la rapidité du traitement de l'information (Warren et al., 2020 ; Romero et al., 2021 ; Romero et Mammadov, 2024). Knudsen (2020) souligne que la digitalisation ne se limite pas à un changement technique : elle redéfinit les structures organisationnelles, modifie les rapports de pouvoir et influence la production et l'interprétation des données nécessaires à la prise de décision stratégique. De manière similaire, Gulin et al. (2019) mettent en avant les gains en précision et en qualité des informations financières, qui facilitent une meilleure gouvernance et une prise de décision plus éclairée. Parallèlement, les administrations publiques ont entrepris une modernisation de leurs services fiscaux à travers l'intégration des technologies numériques et la mise en place de plateformes d'e-gouvernement. Ces dispositifs permettent d'automatiser les processus fiscaux, d'améliorer la communication entre contribuables et autorités fiscales, et de renforcer la transparence et l'efficacité des services publics (Al-Htaybat et von Alberti-Alhtaybat, 2017). Les services fiscaux numériques contribuent ainsi à une collecte plus rapide des recettes et à une réduction des comportements d'évasion fiscale, tout en diminuant les charges administratives pesant sur les agents fiscaux.

L'essor des plateformes de déclaration en ligne et des systèmes fiscaux électroniques a profondément modifié les interactions entre contribuables et administrations. Des études empiriques mettent en évidence l'acceptation et les impacts de ces services numériques dans différents contextes nationaux. Liang et Lu (2013) ont examiné la perception des contribuables taiwanais vis-à-vis des systèmes de déclaration fiscale en ligne, tandis que Kuzey et al. (2019) ont analysé l'attitude des comptables turcs à l'égard des services fiscaux électroniques. Singh et al. (2019) ont étudié l'adoption de ces systèmes en Inde, et Sijabat (2020) a évalué la perception des contribuables indonésiens sur l'utilité et les risques liés aux plateformes fiscales numériques. Des recherches plus récentes confirment ces résultats, notamment en soulignant que l'adoption des services digitales dépend de facteurs institutionnels, culturels et technologiques (Al-Debei et al., 2015 ; Vial, 2019 ; Agostino et al., 2022 ; Khelil et al., 2023).

Enfin, bien que la digitalisation améliore la performance et la transparence des services publics, elle pose également de nouveaux défis aux professionnels du secteur comptable et aux décideurs fiscaux. La rapidité de l'évolution technologique exige une adaptation continue des compétences, des processus organisationnels et des cadres réglementaires (Cokins et al., 2020). Ainsi, la réussite de la transformation numérique dans le domaine fiscal repose non seulement sur l'adoption de technologies, mais aussi sur la capacité des acteurs à s'approprier ces innovations et à en optimiser l'utilisation pour renforcer la conformité fiscale et la gouvernance financière.

2.4. La digitalisation et la lutte contre l'évasion fiscale

La digitalisation représente aujourd'hui un levier crucial pour améliorer la conformité fiscale, mais son influence demeure nuancée et dépend fortement du contexte institutionnel. Les technologies numériques facilitent la collecte, l'analyse et la transmission des données fiscales, renforçant ainsi la capacité des administrations à détecter les comportements de fraude et à optimiser la gestion des recettes publiques (Alm, 2021; Alm et Torgler, 2022 ; OECD, 2022). Cependant, plusieurs études soulignent que ces mêmes outils peuvent également être détournés par certains acteurs économiques pour contourner leurs obligations fiscales, ce qui traduit une ambivalence dans l'efficacité de la digitalisation (Slemrod et Weber, 2012 ; Bauhr et al., 2021). Des travaux empiriques récents mettent

en évidence cette dualité. Hamilton et Stekelberg (2017) montrent que les entreprises dotées de systèmes d'information sophistiqués peuvent simultanément optimiser leur fiscalité tout en minimisant les risques de sanctions. De même, Kitsios et al. (2022) observent que l'adoption des technologies numériques contribue à limiter la fraude fiscale transfrontalière par une collecte et un traitement des données plus rigoureux. Atayah et Alshater (2021) insistent sur la capacité des outils digitaux à identifier les transactions suspectes et les comportements déviants, mais soulignent que ces dispositifs peuvent aussi faciliter des pratiques d'évitement fiscal en masquant certaines informations. L'étude de Strango (2021) sur l'Europe révèle par ailleurs une relation non linéaire : si l'introduction des technologies numériques réduit l'évasion fiscale jusqu'à un certain seuil, un usage excessif ou inadapté peut rendre leurs effets marginaux, voire contre-productifs.

Face à ces enjeux, les administrations fiscales déploient désormais des technologies avancées, telles que l'intelligence artificielle, l'analyse prédictive, la blockchain, les réseaux neuronaux et le data mining, afin de renforcer la prévention et la détection de la fraude (Wu et al., 2012 ; González et Velásquez, 2013 ; Colladon et Remondi, 2017 ; Pérez-Lopez et al., 2019 ; Wu et Li, 2020 ; Shaikh et al., 2021 ; Karim et al., 2025). L'intégration de ces solutions permet de croiser et d'analyser de vastes volumes de données transactionnelles, ce qui accroît la transparence et limite les opportunités de fraude. Dans cette perspective, la présente recherche s'appuie sur le IAD élaboré par la Banque mondiale pour évaluer l'impact de la digitalisation sur l'évasion fiscale à l'échelle internationale. Le IAD, qui capture le degré d'adoption des technologies numériques par les entreprises, les individus et les gouvernements, constitue un outil analytique robuste pour examiner la capacité de la digitalisation à jouer un rôle dissuasif dans la fraude fiscale (Ouedraogo et Sy, 2020 ; Al-Mulali et al., 2021).

Van et al. (2025) montrent que l'introduction des caisses enregistreuses en ligne (OCR) dans certains secteurs - notamment le commerce de détail et l'hébergement/restauration - a permis une augmentation mesurable des recettes de TVA. Les auteurs estiment que l'effet OCR représente environ 0,2 % des recettes annuelles de TVA à l'échelle de la chaîne d'approvisionnement. Cette amélioration est attribuée à une meilleure traçabilité des opérations et à la réduction des transactions non déclarées. Su (2025) complète cette idée en soulignant que la digitalisation interne de l'administration fiscale (collecte, gestion, traitement des données) peut compenser certaines faiblesses de gouvernance, telles qu'un audit insuffisant ou un contrôle interne défaillant. Ainsi, la digitalisation semble agir comme un substitut partiel à une gouvernance institutionnelle fragile. Dans la même logique, Nose et al. (2025) démontrent l'existence d'une forte synergie entre la digitalisation des entreprises et le GovTech. Selon eux, lorsque l'administration fiscale est modernisée, l'impact de la digitalisation des entreprises sur l'amélioration de la collecte fiscale devient plus important. L'amélioration de la transparence, la disponibilité de données fiables et l'usage accru de contrôles numériques contribuent à réduire les opportunités d'évasion et limitent les pratiques informelles ou opaques souvent associées à des contextes de gouvernance faible.

L'étude de Souguir et al. (2025) confirme cette dynamique dans le secteur bancaire. Les auteurs démontrent que la digitalisation agit comme un mécanisme de réduction de l'opacité en renforçant la qualité des données, la traçabilité des transactions et la capacité de détection des anomalies. De leur côté, Belahouaoui et Alm (2025) montrent que les technologies d'intelligence artificielle constituent une extension naturelle de cette transition numérique. L'intelligence artificielle -notamment l'apprentissage automatique, les réseaux de neurones et les techniques de détection d'anomalies- permet de traiter de très grands volumes de données fiscales, d'identifier des schémas complexes et de repérer plus rapidement les dossiers à risque élevé. Les modèles prédictifs augmentent les taux de

détection de fraude et la précision des analyses par rapport aux méthodes traditionnelles, renforçant ainsi la capacité des administrations à cibler les contrôles et à dissuader l'évasion fiscale.

Sur cette base, nous avons formulé les hypothèses suivantes afin de déterminer si la digitalisation constitue un moyen efficace de lutte contre l'évasion fiscale :

Hypothèse 1 (H1) : La digitalisation est négativement associée à l'évasion fiscale.

H1a : La digitalisation des entreprises réduit l'évasion fiscale.

H1b : La digitalisation des individus diminue l'évasion fiscale.

H1c : La digitalisation du secteur public contribue à limiter l'évasion fiscale.

2.5. La corruption et son rôle modérateur dans la relation entre digitalisation et évasion fiscale

La corruption peut être définie comme l'usage abusif de l'autorité conférée à un individu ou une organisation afin d'obtenir des avantages personnels illicites, qu'ils soient financiers, matériels ou politiques (Gaspar et Hagan, 2016 ; *Transparency International*, 2022). Elle constitue un obstacle majeur à l'efficacité des États, en limitant leur capacité à mettre en œuvre des politiques publiques efficaces, notamment dans le domaine de la collecte fiscale et de la régulation économique (Kaufmann et al., 2011 ; Gupta et al., 2020). Dans les contextes où la corruption est endémique, les administrations fiscales voient leur pouvoir de contrôle et de sanction fortement affaibli, favorisant un environnement propice à l'évasion fiscale (Alm et Liu, 2018 ; Bauhr et al., 2021). Ce climat de tolérance vis-à-vis des comportements frauduleux instaure un cercle vicieux : la corruption favorise l'évasion fiscale, qui elle-même entretient les pratiques corruptives (Baum et al., 2017 ; Amoh et Ali-Nakyea, 2019). Des recherches récentes confirment cette interdépendance systémique et soulignent que la persistance de comportements non conformes accroît les opportunités de fraude, tandis qu'un faible respect volontaire des obligations fiscales nourrit le phénomène de corruption (Alon et Hageman, 2013 ; Alm et al., 2016 ; Ahmad et al., 2021).

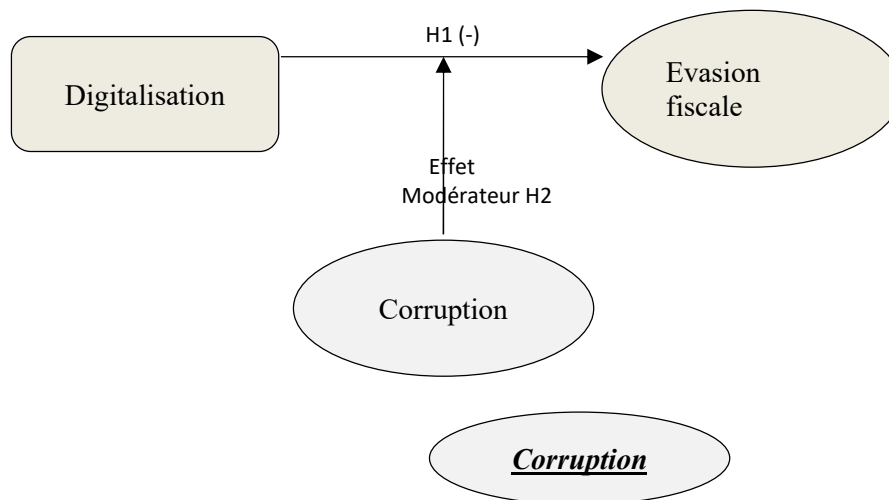
Un autre facteur crucial est la confiance des individus envers les institutions publiques. Dans les sociétés fortement corrompues, cette défiance institutionnelle réduit la propension des contribuables à se conformer volontairement à la loi fiscale, limitant l'efficacité des contrôles traditionnels et des mesures préventives (Andvig et Moene, 1990 ; Torgler, 2005 ; Richardson, 2008). Ainsi, l'efficacité des politiques fiscales repose autant sur la qualité institutionnelle que sur la rigueur des dispositifs de contrôle. Dans ce cadre, la digitalisation des services publics apparaît comme un outil stratégique pour atténuer l'influence humaine et réduire les opportunités de corruption. Les technologies numériques, notamment les plateformes d'e-gouvernement, l'automatisation des processus et l'intelligence artificielle, permettent de renforcer la transparence administrative, de sécuriser les échanges de données et d'améliorer la détection des comportements frauduleux (Nam, 2018 ; Adam, 2020 ; Uyar et al., 2021 ; Androniceanu et al., 2022 ; Majeed et al., 2022 ; Azenzoul et al., 2025). En réduisant l'intervention directe des agents fiscaux et en automatisant les procédures, la digitalisation constitue un levier pour limiter la corruption et, par conséquent, l'évasion fiscale (Tran et al., 2023).

À la lumière de ces constats, il est pertinent de considérer que le niveau de corruption agit comme un facteur modérateur dans la relation entre digitalisation et évasion fiscale. Autrement dit, l'efficacité des technologies numériques pour réduire la fraude fiscale dépend de la qualité institutionnelle du pays concerné, et plus précisément du degré de corruption.

Hypothèse 2 (H2) : L'effet dissuasif de la digitalisation sur l'évasion fiscale varie en fonction du niveau de corruption, étant plus marqué dans les pays où la corruption est faible.

La figure (1) présente le cadre conceptuel des relations examinées dans cette étude empirique

Figure1. Modèle théorique examinant l'effet de la digitalisation sur l'évasion fiscale et le rôle modérateur de la corruption dans cette relation.



3. Conception de la recherche

Dans cette étude, les données relatives aux indicateurs de numérisation, à la corruption et à l'évasion fiscale proviennent de la Banque mondiale et du Fond Monétaire International (FMI). Enfin, les autres variables sont extraites de la Banque mondiale, de la Fondation Héritage et des Perspectives mondiales de l'urbanisation. Les recherches comparatives entre pays dans la littérature comptable ont généralement recours à ces mêmes sources de données (Benkraiem et al., 2021 ; Yamen et al., 2023b; Khelil et al., 2023).

3.1. Sélection de l'échantillon

Le IAD a été mesuré pour 180 pays dans le monde, tandis que l'économie souterraine, utilisée comme proxy de l'évasion fiscale (EVFI), est disponible pour 147 pays. Après suppression des valeurs manquantes, l'échantillon a été ramené à 128 pays. L'élimination des valeurs aberrantes a conduit à l'exclusion de 13 pays, aboutissant à un échantillon final de 115 pays, caractérisés par une grande diversité de revenus, de situations géographiques et de contextes culturels.

3.2. Modèles de recherche

Pour tester nos hypothèses, nous avons construit un modèle dont la variable indépendante principale est l'indice d'adoption de la digitalisation. Afin de contrôler l'influence d'autres facteurs connus pour affecter l'évasion fiscale, nous avons inclus comme variables de contrôle l'inflation (INFL), le taux de chômage (TACH), la liberté économique (ILEC) et le taux d'urbanisation (TAUR). Dans un premier temps, nous avons étudié l'impact du niveau global de digitalisation sur l'évasion fiscale (modèle 1). Par la suite, nous avons approfondi l'analyse en examinant séparément l'influence de chacune des composantes de l'indice de digitalisation - à savoir la digitalisation des entreprises, des individus et du gouvernement- à travers les modèles 2 à 4. Cette approche en plusieurs modèles distincts a été adoptée afin de prévenir les problèmes de multicollinéarité, notamment entre la digitalisation des entreprises (IADB) et celle des individus (IADI).

La structure des modèles de base utilisés pour nos estimations est présentée de la manière suivante :

$$EVFI_i = \alpha_0 + \sum \beta_{1i} IAD_i + \sum \beta_{2i} CONT_i + \varepsilon_i \quad \text{Modèle (1)}$$

$$EVFI_i = \alpha_0 + \sum \beta_{1i} IADE_i + \sum \beta_{2i} CONT_i + \varepsilon_i \quad \text{Modèle (2)}$$

$$EVFI_i = \alpha_0 + \sum \beta_{1i} IADI_i + \sum \beta_{2i} CONT_i + \varepsilon_i \quad \text{Modèle (3)}$$

$$EVFI_i = \alpha_0 + \sum \beta_{1i} IADG_i + \sum \beta_{2i} CONT_i + \varepsilon_i \quad \text{Modèle (4)}$$

Où

$EVFI_i$: Évasion fiscale pour le pays i ;

IAD_i : Indice d'adoption de la digitalisation pour le pays i ;

$IADe_i$: Indice d'adoption de la digitalisation dans les entreprises pour le pays i ;

$IADI_i$: Indice d'adoption de la digitalisation chez les individus pour le pays i ;

$IADGi$: Indice d'adoption de la digitalisation dans le gouvernement pour le pays i ;

$CONT_i$: Variables de contrôle pour le pays i ;

β_{1i} : Coefficients liés à la digitalisation ;

β_{2i} : Coefficients liés aux variables de contrôle.

3. 3. Variable dépendante : L'évasion fiscale

Suivant la littérature antérieure (Tsakumis et al., 2007 ; Yamen et al., 2018, 2023a ; Yamen, 2021), nous avons utilisé l'indice de l'économie informelle comme proxy de l'évasion fiscale. Bien que l'économie informelle puisse être mesurée directement ou indirectement, nous avons opté pour la mesure macroéconomique indirecte calculée par Medina et Schneider (2021). Cette mesure constitue une version actualisée de l'approche MIMIC de base. Elle remplace le PIB par la nouvelle méthode d'intensité lumineuse afin de mieux capturer les activités économiques et d'éviter les critiques antérieures liées à l'utilisation du PIB à la fois comme cause et comme indicateur, ce qui permet de résoudre le problème d'endogénéité.

3.4. Variables test : La digitalisation

Pour déterminer le degré de digitalisation, nous avons utilisé l'Indice d'adoption de la digitalisation (*Digital Adoption Index-IAD*) développé par la Banque mondiale. Cet indice couvre 180 pays et se compose de trois sous-indices mesurant les dimensions entreprises, individus et gouvernement des économies.

- Le premier sous-indice, Digitalisation des entreprises (IADE), se concentre sur l'amélioration de la productivité et de la croissance des entreprises et mesure des indicateurs tels que les sites web d'entreprise, les serveurs sécurisés, la vitesse de téléchargement et la couverture réseau.
- Le deuxième sous-indice, Digitalisation des individus (IADI), utilise des indicateurs relatifs à l'accès mobile et à l'accès à Internet à domicile.
- Le troisième sous-indice, Digitalisation du gouvernement (IADG), se concentre sur l'efficacité et la responsabilité des services publics et mesure des facteurs liés aux systèmes administratifs centraux, aux services publics en ligne et à l'identification numérique (Digital Adoption Index, 2021).

Dans cette étude, nous avons choisi l'indice IAD, le plus complet, couvrant presque tous les pays du monde, contrairement à d'autres indices qui ne concernent que certains groupes de pays ou des secteurs spécifiques. Dans la littérature, plusieurs études récentes dans différents domaines ont utilisé le IAD comme mesure du degré de digitalisation (Ouedraogo et Sy, 2020 ; Pomaza-Ponomarenko et al., 2020 ; Al-Mulali et al., 2021 ; Skare et Soriano, 2021 ; Yamen et al., 2023b ; Khelil et al., 2023).

3.5. Variable modératrice : La corruption

Dans cette recherche, l'évaluation de l'effet modérateur de la corruption s'appuie sur l'Indicateur de Contrôle de la Corruption. Nous reconnaissons que la corruption fiscale demeure un phénomène informel et difficile à quantifier directement. Afin de limiter ces contraintes méthodologiques, nous avons retenu l'Indicateur de Contrôle de la Corruption (ICC) développé dans le cadre du projet *Worldwide Governance Indicators* (WGI) de la Banque mondiale. Nous avons privilégié cet indicateur plutôt que l'indice de perception de la corruption (IPC) de *Transparency International*, car l'ICC repose sur 13 sources de données indépendantes¹, issues d'organisations internationales, d'enquêtes

¹ 1. African Development Bank - Country Policy and Institutional Assessment (CPIA); 2. Asian Development Bank - CPIA; 3. World Bank - CPIA; 4. Freedom House - Nations in Transit; 5. Bertelsmann Stiftung - Transformation Index; 6. World Economic Forum - Executive Opinion

d'experts et de sondages d'opinion (Kaufmann et Kraay, 2008). Cette pluralité de sources en fait une mesure plus complète, plus robuste et plus stable pour comparer les pays. Le ICC mesure la perception du degré selon lequel le pouvoir public est détourné à des fins privées, englobant aussi bien les formes de corruption mineures et majeures que la capture de l'État par des élites ou des groupes d'intérêts privés (Thomas, 2010). Sur la base des valeurs de cet indicateur, les 115 pays de l'échantillon ont été classés en deux catégories : 57 pays fortement corrompus et 58 pays faiblement corrompus, en fonction de la médiane de l'ICC.

3.6. Variables de contrôle

D'autres variables reconnues dans la littérature (Amara et al., 2020 ; Yamen et al., 2023b; Khelil et al., 2023 ; Amzuică et al., 2023), comme des facteurs explicatifs de l'évasion fiscale ont été intégrées au modèle en tant que variables de contrôle, telles que : l'inflation (INFL), le taux de chômage (TACH), la liberté économique (ILEC) et le taux d'urbanisation (TAUR). L'ensemble des variables dépendantes et indépendantes est présenté dans le tableau (1).

Tableau 1 : Définition des variables et sources

Variables	Description	Sources
Variable dépendante		
EVFI	<u>Evasion fiscale</u> : L'économie informelle est un indicateur clé de l'évasion fiscale, car elle englobe les activités économiques non déclarées aux autorités fiscales. Des études récentes, telles que celle de Syed (2025), soulignent que l'économie informelle réduit la base imposable, exacerbant ainsi l'évasion fiscale et les pertes de recettes fiscales. Économie informelle en pourcentage du PIB annuel total.	IMF : Medina et Schneider, 2021
Variables test		
IAD	<u>Indice d'adoption de la digitalisation</u> : Mesure l'adoption de la digitalisation par les pays à travers trois dimensions de l'économie : les individus, le gouvernement et les entreprises. L'indice couvre 180 pays sur une échelle de 0 à 1. L'indice global d'adoption de la digitalisation (IAD) est la moyenne simple de trois sous-indices, chacun regroupant les technologies nécessaires à l'agent concerné pour favoriser le développement à l'ère numérique : IAD (Entreprise) : accroître la productivité et stimuler une croissance large pour les entreprises, IAD (Individu) : développer les opportunités et améliorer le bien-être des individus, IAD (Gouvernement) : augmenter l'efficacité et la responsabilité dans la fourniture des services publics.	https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2016/Digital-Adoption-Index
Variables de contrôle		
INFL	<u>Inflation</u> : Mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), elle reflète le taux de variation annuel en pourcentage du coût pour le consommateur moyen d'acquies un panier de biens et services, pouvant être fixe ou modifié à intervalles définis, par exemple chaque année. La formule de Laspeyres est généralement utilisée.	https://www.worldbank.org
TACH	<u>Taux de chômage</u> : Représente la part de la population active qui est sans emploi, mais disponible et en recherche d'emploi. Le taux de chômage est un indicateur socio-économique	https://www.worldbank.org

Survey; 7. IMD - World Competitiveness Yearbook; 8. Global Insight - Business Conditions and Risk Indicators; 9. Economist Intelligence Unit - Country Risk Rating; 10. Political Risk Services - International Country Risk Guide (ICRG); 11. Gallup World Poll; 12. V-Dem Institute - Varieties of Democracy Dataset; 13. Transparency International - Global Corruption Barometer.

	pertinent. Des recherches suggèrent que des taux de chômage élevés peuvent inciter certains individus à se tourner vers l'économie informelle, augmentant ainsi le risque d'évasion fiscale.	
ILEC	<u>Indice de liberté économique</u> : Comprend dix composantes regroupées en quatre grandes catégories: État de droit, Gouvernement limité, Efficacité réglementaire et Marchés ouverts. L'indice global de liberté économique est noté sur une échelle de 0 à 100, où 100 représente la liberté maximale. L'indice de liberté économique, qui évalue la liberté des marchés et des entreprises, est lié à l'évasion fiscale. Une plus grande liberté économique peut réduire l'évasion fiscale en favorisant la transparence et la confiance dans les institutions fiscales.	https://www.heritage.org
TAUR	<u>Taux d'urbanisme</u> : Désigne les personnes vivant dans des zones urbaines telles que définies par les offices statistiques nationaux. Les données sont collectées et lissées par la Division de la population des Nations Unies. Le taux d'urbanisation est pertinent car les zones urbaines offrent généralement une meilleure infrastructure pour la collecte des impôts et une surveillance accrue des activités économiques.	https://population.un.org/

4. Résultats empiriques et discussion

4.1. Statistiques descriptives

Le tableau (2) présente les statistiques descriptives relatives à l'ensemble des variables retenues dans cette étude. Il ressort que la moyenne de l'évasion fiscale (EVFI) s'élève à 27,86 avec un écart type de 11,01. Une observation plus approfondie de cette moyenne révèle toutefois une disparité marquée selon le niveau de corruption. En effet, les pays fortement corrompus enregistrent un taux moyen d'évasion fiscale plus élevé (35,21, écart type = 7,92) que les pays caractérisés par un faible niveau de corruption (20,64, écart type = 8,58). Ce constat laisse penser qu'un climat institutionnel dégradé et corrompu favorise les comportements opportunistes et accroît les pratiques d'évitement fiscal.

S'agissant de la digitalisation, la moyenne générale de l'indice d'adoption de la digitalisation atteint 0,56 (écart type = 0,21). Néanmoins, cette moyenne varie significativement selon le degré de corruption : les pays à forte corruption affichent un IAD moyen de 0,43 (écart type = 0,16) contre 0,70 (écart type = 0,16) pour les pays à faible corruption.

Dans l'ensemble, les statistiques montrent que les économies où la corruption est limitée présentent une adoption de la digitalisation plus avancée, tant au niveau des entreprises et des individus que des administrations publiques.

Tableau 2: Statistiques descriptives

Variables	<u>Moyenne</u>			<u>Ecart-type</u>			<u>Minimum</u>			<u>Maximum</u>		
	N	Forte Corr.	Faible Corr.	N	Forte Corr.	Faible Corr.	N	Forte Corr.	Faible Corr.	N	Forte Corr.	Faible Corr.
EVFI	27,86	35,21	20,64	11,01	7,92	8,58	5,61	13,75	5,63	49,89	49,89	45,10
IAD	0,56	0,43	0,70	0,21	0,16	0,16	0,16	0,16	0,25	0,91	0,77	0,91
IADG	0,63	0,49	0,75	0,22	0,17	0,17	0,14	0,14	0,29	1,01	0,77	1,01
IADI	0,48	0,31	0,67	0,26	0,19	0,19	0,01	0,01	0,16	0,94	0,73	0,94
IADG	0,59	0,49	0,69	0,20	0,19	0,18	0,04	0,04	0,28	1,02	0,88	1,02
INFL	3,95	6,35	1,57	7,02	8,90	3,01	-1,88	-1,88	-1,56	57,71	57,71	18,23
TACH	7,58	6,61	8,54	5,56	5,02	5,93	0,16	0,53	0,16	27,65	26,47	27,65
ILEC	64,70	57,66	71,63	9,85	6,35	7,41	39,58	39,58	53,13	91,67	73,96	91,67
TAUR	62,41	49,98	74,65	23,56	21,46	18,72	12,39	12,91	17,77	100,00	100,00	100,00

Notes: EVFI: Evasion fiscale; IAD: Indice d'adoption de la digitalisation; IADE: Indice d'adoption de la digitalisation dans les entreprises; IADI: Indice d'adoption de la digitalisation chez les individus; IADG: Indice d'adoption de la digitalisation dans le gouvernement; INFL: Inflation; TACH: Taux de chômage; ILEC: Indice de liberté économique; TAUR: Taux d'urbanisation.

4.2. Analyse univariée

Le tableau (3) présente la matrice de corrélation de Pearson entre les différentes variables. Les résultats de l'analyse univariée mettent en évidence une corrélation négative et statistiquement significative entre le degré d'adoption de la digitalisation et le niveau d'évasion fiscale. Autrement dit, une intensification de la digitalisation tend à réduire les comportements de fraude fiscale. De manière plus détaillée, chacune des dimensions du IAD - digitalisation des entreprises (IADE), digitalisation des individus (IADI) et digitalisation du gouvernement (IADG) - présente une relation négative significative avec l'évasion fiscale. Ces résultats préliminaires corroborent les hypothèses H1, H1a, H1b et H1c.

Par ailleurs, les corrélations observées indiquent que l'évasion fiscale est inversement liée à la liberté économique et à l'urbanisation, mais positivement corrélée au chômage et à l'inflation.

La matrice met également en évidence une corrélation relativement forte entre les différentes formes de digitalisation, notamment entre IADI et IADE. Cette interdépendance potentielle justifie la distinction entre les sous-variables lors de l'estimation des modèles économétriques, et la vérification de la multicolinéarité a été assurée au moyen du test du facteur d'inflation de variance (VIF).

Tableau 3: Matrice de corrélation

	EVFI	IAD	IADE	IADI	IADG	INFL	TACH	ILEC	TAUR
EVFI	1,000								
IAD	-0.655***	1,000							
IADE	-0.747***	0.864**	1,000						
IADI	-0.706***	0.976***	0.834***	1,000					
IADG	-0.461***	0.758***	0.693**	0.711**	1,000				
INFL	0.402**	-0.395***	-0.329*	-0.277**	-0.219**	1,000			
TACH	0,054	0.054	0,101	0,063	-0,021	-0,022	1,000		
ILEC	-0,682*	0.808**	0,761*	0,805*	0,666**	-0,534*	0,015	1,000	
TAUR	-0,570*	0,678**	0,756*	0,824*	0,548**	-0,210*	0,012	0,538**	1,000

Notes: EVFI: Evasion fiscale; IAD: Indice d'adoption de la digitalisation; IADE: Indice d'adoption de la digitalisation dans les entreprises; IADI: Indice d'adoption de la digitalisation chez les individus; IADG: Indice d'adoption de la digitalisation dans le gouvernement; INFL: Inflation; TACH: Taux de chômage; ILEC: Indice de liberté économique; TAUR: Taux d'urbanisation. ***, ** et * indiquent la significativité statistique aux seuils de 1 %, 5 %, et 10 %, respectivement.

4.3. Analyses multivariées

Afin d'évaluer les relations théoriques formulées, quatre modèles de régression distincts ont été estimés, conformément à la méthodologie décrite à la section 3.2. Le tableau 4 synthétise les principaux résultats obtenus (colonnes 1 à 4).

Les estimations du Modèle (1), portant sur l'indice global de digitalisation, révèlent une relation négative et significative au seuil de 1 % (coefficient = -4,431) entre le IAD et l'évasion fiscale. Ce résultat confirme la première hypothèse (H1) et met en évidence le rôle déterminant de la digitalisation dans la limitation des pratiques d'évasion fiscale. L'analyse des trois sous-indices (IADE, IADI et IADG) - respectivement dans les Modèles (2) à (4) - permet d'affiner cette relation. Le Modèle (2) indique une corrélation négative et significative au seuil de 1 % (coefficient = -3,922) entre la digitalisation des entreprises et l'évasion fiscale. Le Modèle (3) met également en évidence une relation négative et significative au seuil de 1 % (coefficient = -2,895) entre la digitalisation des individus et l'évasion fiscale. Ces deux résultats suggèrent que la diffusion des technologies digitales au sein des entreprises et des individus constitue un levier efficace pour renforcer la transparence économique et réduire la fraude fiscale. En revanche, le Modèle (4) révèle qu'aucune relation significative n'existe entre la digitalisation gouvernementale (IADG) et le niveau d'évasion fiscale. Cela pourrait s'expliquer par la lenteur de la

transformation numérique des administrations publiques ou par une mauvaise intégration des technologies dans les systèmes de contrôle fiscal.

Dans l'ensemble, ces résultats confirment que les efforts de digitalisation orientés vers les acteurs privés (entreprises et individus) sont plus efficaces pour atténuer les comportements de fraude, tandis que la digitalisation du gouvernement, à elle seule, ne semble pas produire d'effets tangibles.

Le VIF maximal des Modèles (Modèles (1) à (4)) est inférieur à 10, ce qui implique qu'ils ne souffrent pas d'un problème de multicolinéarité.

Tableau 4: Résultats de la régression entre la digitalisation et l'évasion fiscale.

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
	Coeff (t- statistic)	Coeff (t- statistic)	Coeff (t- statistic)	Coeff (t- statistic)
Constante	8,622*** (11,040)	8,240*** (11,160)	7,840*** (9,930)	8,534*** (10,810)
IAD	-4,431*** (-5,760)			
IADE		-3,922*** (-5,980)		
IADI			-2,895*** (-4,880)	
IADG				-2,027 (-1,170)
INFL	0,193** (2,060)	0,187* (1,690)	0,203** (2,230)	0,198** (2,170)
TACH	0,143 (0,911)	0,179 (0,670)	0,150 (1,012)	0,121 (0,810)
ILEC	-0,317*** (-2,970)	-0,426*** (-2,920)	-0,392*** (-2,890)	-0,498*** (-3,170)
TAUR	0,032 (0,022)	0,015 (0,740)	0,024 (1,030)	-0,046* (-1,790)
Taille de l'échantillon (N)	115	115	115	115
F (p-value)	15,170*** (0,000)	16,310*** (0,000)	13,460*** (0,000)	9,320*** (0,000)
R² Ajusté	49,750	50,270	46,900	37,420
Max VIF	4,350	4,370	4,320	4,360

Notes: IAD: Indice d'adoption de la digitalisation; IADE: Indice d'adoption de la digitalisation dans les entreprises; IADI: Indice d'adoption de la digitalisation chez les individus; IADG: Indice d'adoption de la digitalisation dans le gouvernement; INFL: Inflation; TACH: Taux de chômage; ILEC: Indice de liberté économique; TAUR: Taux d'urbanisation. ***, ** et * indiquent la significativité statistique aux seuils de 1 %, 5 %, et 10 %, respectivement.

4.4. Analyse de l'effet modérateur de la corruption

La littérature économique s'accorde sur le fait que la corruption constitue un catalyseur de l'évasion fiscale (Cerqueti et Coppier, 2011 ; Alm et al., 2016 ; Khelif et al., 2016 ; Amara et Khelif, 2018 ; Amohet Ali-Nakyea, 2019 ; Yamen, 2021). Dans cette perspective, l'étude a examiné si la corruption agit comme un facteur modérateur dans la relation entre digitalisation et évasion fiscale. Pour ce faire, les pays de l'échantillon ont été classés en deux groupes selon la médiane de l'indice de contrôle de la corruption: pays à forte corruption (57 pays) ; pays à faible corruption (58 pays). Le tableau (5) présente les résultats empiriques de notre étude.

Le Modèle (5), appliqué aux pays à forte corruption, montre une relation négative et significative au seuil de 10% (coefficient = -4,013). Le Modèle (5), appliqué aux pays à faible corruption, indique une relation négative et fortement significative au seuil de 1% (coefficient = -6,532). La comparaison entre ces deux modèles révèle que l'efficacité de la digitalisation pour réduire l'évasion fiscale est amoindrie dans les environnements institutionnels corrompus, confirmant ainsi la deuxième hypothèse (H2).

Les Modèles 6 à 8 approfondissent cette analyse en testant les trois composantes du IAD séparément. Pour la digitalisation des entreprises (IADE), les résultats montrent une relation négative et significative dans les deux groupes, mais plus forte dans les pays à faible corruption (-5,628 contre -2,574). Pour la digitalisation des individus (IADI), la relation est fortement significative (1%) dans les pays à faible corruption, mais faiblement significative (5%) dans les pays à forte corruption. Quant à la digitalisation gouvernementale (IADG), aucun effet significatif n'est observé, quelle que soit la catégorie de pays. Ces constats suggèrent que la corruption réduit l'efficacité de la digitalisation, en particulier dans les sphères publique et économique où la transparence est cruciale.

Tableau 5: Résultats de la régression sur la digitalisation et l'évasion fiscale selon le niveau de corruption.

	Modèle 5		Modèle 6		Modèle 7		Modèle 8	
	Forte Corr. Coeff (t- statistic)	Faible Corr. Coeff (t- statistic)	Forte Corr. Coeff (t- statistic)	Faible Corr. Coeff (t- statistic)	Forte Corr. Coeff (t- statistic)	Faible Corr. Coeff (t- statistic)	Forte Corr. Coeff (t- statistic)	Faible Corr. Coeff (t- statistic)
Constante	8,524*** (8,950)	9,410*** (7,630)	8,281*** (6,820)	9,426*** (7,040)	8,913*** (9,190)	9,150*** (9,620)	9,057*** (8,670)	8,793*** (7,240)
IAD	-4,013* (-1,740)	-6,532*** (-4,370)						
IADE			-2,574** (-2,320)	-5,628*** (-5,440)				
IADI					-2,240** (-2,070)	-4,035*** (-4,600)		
IADG							-2,842 (-1,250)	-1,541 (-0,980)
INFL	0,024* (1,710)	0,133** (1,980)	0,155 (1,110)	0,082 (0,625)	0,174 (0,220)	-0,374 (0,420)	0,950** (2,110)	0,361* (1,870)
TACH	0,185 (0,280)	-0,016 (-0,130)	0,201 (1,160)	0,049 (1,050)	0,173 (0,090)	-0,024 (-0,150)	0,227 (0,270)	0,142 (0,016)
ILEC	-0,014 (-0,820)	-0,208*** (-3,320)	-0,176 (-1,010)	-0,302** (-2,890)	-0,340 (-0,670)	-0,391*** (-3,550)	-0,006 (-0,140)	-0,453*** (-2,980)
TAUR	0,049 (0,020)	-0,095 (-0,160)	0,083 (0,120)	-0,010 (-1,030)	0,064 (0,070)	0,098 (1,150)	0,105 (1,090)	-0,181* (-1,780)
Taille de l'échantillon (N)	57	58	57	58	57	58	57	58
F (p-value)	5,590*** (0,000)	6,050*** (0,000)	4,720*** (0,000)	7,260*** (0,000)	6,980*** (0,000)	5,450*** (0,000)	8,640*** (0,000)	4,680*** (0,000)
R² Ajusté	38,470	40,960	41,270	30,460	45,350	42,600	39,290	34,820
Max VIF	3,640	2,040	1,980	3,410	3,670	4,280	3,890	4,330

Notes: IAD: Indice d'adoption de la digitalisation; IADE: Indice d'adoption de la digitalisation dans les entreprises; IADI: Indice d'adoption de la digitalisation chez les individus; IADG: Indice d'adoption de la digitalisation dans le gouvernement; INFL: Inflation; TACH: Taux de chômage; ILEC: Indice de liberté économique; TAUR: Taux d'urbanisation. ***, ** et * indiquent la significativité statistique aux seuils de 1 %, 5 %, et 10 %, respectivement.

4.5. Test de robustesse

Pour tester la robustesse de ces conclusions, une nouvelle estimation a été réalisée en intégrant directement la corruption comme variable d'interaction dans le modèle global. Les résultats figurant dans le tableau (6) confirment l'existence d'un effet modérateur significatif : entre le IAD et l'évasion fiscale (-6,449, modèle 9) ; entre le IADE et l'évasion fiscale (-2,923, modèle 10) ; et entre le IADI et l'évasion fiscale (-2,284, modèle 11). En revanche, la digitalisation gouvernementale (IADG) ne présente pas d'interaction significative avec la corruption (-2,138, modèle 12). Ces résultats confirment que la digitalisation produit ses effets de manière plus marquée dans des contextes institutionnels intègres et que la corruption limite sa portée. Ils invitent ainsi les décideurs publics à tenir compte du niveau de gouvernance et de transparence lorsqu'ils mettent en œuvre des stratégies de digitalisation, afin d'optimiser leur efficacité dans la réduction du déficit fiscal et la promotion de la conformité.

Tableau 6 : Résultats de la régression sur l'effet modérateur de la corruption dans la relation entre digitalisation et évasion fiscale.

	Modèle 9	Modèle 10	Modèle 11	Modèle 12
	Coeff (t- statistic)	Coeff (t- statistic)	Coeff (t- statistic)	Coeff (t- statistic)
Constante	9,870*** (5,55)	10,552*** (5,42)	8,069*** (5,55)	9,462*** (5,62)
IAD	-5,486** (-2,050)			
ICC	3,413 (1,160)	2,658 (0,150)	1,943 (1,030)	-2,017 (-0,090)
ICC*IAD	-6,449*** (-4,720)			
IADE		-4,714** (-2,340)		
ICC*IADE		-2,923* (-1,780)		
IADI			-5,168* (-1,710)	
ICC*IADI			-2,284 (0,410)	
IADG				-1,003 (-0,020)
ICC*IADG				-2,138 (-1,110)
INFL	0,343** (1,980)	0,281 (0,060)	0,189** (1,790)	0,163* (1,880)
TACH	0,064 (0,230)	0,202 (0,010)	0,097 (0,260)	0,108 (0,080)
ILEC	-0,193* (-1,840)	-0,204*** (-3,080)	-0,135** (-2,200)	-0,305** (-1,920)
TAUR	0,090 (1,120)	0,135 (0,004)	0,059 (0,170)	-0,009 (-0,030)
Taille de l'échantillon (N)	115	115	115	115
F (p-value)	6,950*** (0,000)	5,140*** (0,000)	5,070*** (0,000)	7,460*** (0,000)
R² Ajusté	42,740	37,160	40,820	32,560
Max VIF	3,340	2,130	1,890	3,150

Notes: IAD: Indice d'adoption de la digitalisation; ICC: Indice de contrôle de la corruption; IADE: Indice d'adoption de la digitalisation dans les entreprises; IADI: Indice d'adoption de la digitalisation chez les individus; IADG: Indice d'adoption de la digitalisation dans le gouvernement; INFL: Inflation; TACH: Taux de chômage; ILEC: Indice de liberté économique; TAUR: Taux d'urbanisation. ***, ** et * indiquent la significativité statistique aux seuils de 1 %, 5 %, et 10 %, respectivement.

5. Conclusion

Cette recherche visait à explorer l'influence de la digitalisation sur l'évasion fiscale, tout en examinant le rôle modérateur de la corruption dans cette relation, tant dans des contextes de corruption élevée que faible. L'analyse s'appuie sur un échantillon international de 115 pays, offrant une perspective globale sur les dynamiques étudiées.

Les résultats mettent en évidence que l'adoption des technologies numériques constitue un levier significatif pour freiner les comportements d'évasion fiscale. Plus précisément, la digitalisation des entreprises et des individus apparaît beaucoup plus efficace pour limiter la fraude fiscale que la digitalisation des administrations publiques. Par ailleurs, l'étude révèle que la corruption agit comme un facteur modérateur : elle réduit l'efficacité des technologies digitales en matière de contrôle fiscal. Ainsi, dans les environnements peu corrompus, la digitalisation exerce un impact beaucoup plus prononcé, tandis que dans les pays à forte corruption, son effet est atténué. Cette observation suggère que la corruption freine le rythme de réduction de l'évasion fiscale induit par la numérisation.

Cette étude contribue à la littérature sur plusieurs points. Tout d'abord, elle est, à notre connaissance, l'une des premières tentatives qui intègre simultanément toutes les dimensions de la digitalisation -

entreprises, individus et gouvernements- dans l'analyse de leur effet sur l'évasion fiscale. Ensuite, elle constitue une analyse pionnière sur le rôle modérateur de la corruption dans cette relation, offrant ainsi un éclairage inédit sur les interactions entre digitalisation et gouvernance. Sur le plan pratique, les résultats fournissent des recommandations utiles aux décideurs publics. Dans les pays émergents, il est essentiel d'accélérer la digitalisation des processus fiscaux afin d'améliorer l'efficacité de la collecte et du suivi des impôts. Bien que l'investissement initial dans la numérisation puisse générer des coûts substantiels, les bénéfices à long terme surpassent largement ces dépenses, notamment par la réduction de l'évasion fiscale. En parallèle, la lutte contre la corruption doit être considérée comme une condition préalable à l'efficacité de la digitalisation. Les gouvernements doivent non seulement s'efforcer de combler l'écart entre les recettes fiscales réelles et les estimations budgétaires, mais également intégrer le niveau de corruption dans la planification fiscale pour garantir des prévisions fiables et une meilleure gestion des ressources publiques. Un autre point central concerne le type de digitalisation priorisé. Les résultats suggèrent que la numérisation des individus a un impact supérieur sur la réduction de l'évasion fiscale, comparativement aux autres dimensions. Par conséquent, chaque gouvernement devrait identifier la modalité de digitalisation la plus adaptée à son contexte national, afin d'optimiser ses efforts de lutte contre la fraude fiscale.

Enfin, l'étude reconnaît certaines limitations méthodologiques. L'utilisation de la taille de l'économie souterraine, estimée via l'approche MIMIC, constitue un proxy de l'évasion fiscale qui présente des limites inhérentes, comme le soulignent Medina et Schneider (2021) et d'autres chercheurs. De même, le recours à l'indice global de digitalisation ne permet pas d'évaluer l'effet temporel de la digitalisation à travers une approche en panel. Ces contraintes ouvrent des pistes pour des recherches futures. Il serait pertinent d'examiner l'impact dynamique de la digitalisation sur l'évasion fiscale au fil du temps, d'évaluer le rôle des institutions et de la qualité de la gouvernance comme modérateurs potentiels, ou encore de réaliser des analyses comparatives régionales ou temporelles pour mieux comprendre les effets contextuels de la digitalisation sur le comportement fiscal.

References bibliographiques

- Abdixhiku, L., Krasniqi, B., Pugh, G. and Hashi, I. (2017), "Firm-level determinants of tax evasion in transition economies", *Economic Systems*, 41(3), pp. 354-366.
- Adam, I.O. (2020), "Examining E-Government development effects on corruption in Africa: The mediating effects of ICT development and institutional quality", *Technology in Society*, 61, 101245.
- Agostino, D., Saliterer, I. and Steccolini, I. (2022), "Digitalization, accounting and accountability: A literature review and reflections on future research in public services", *Financial Accountability & Management*, 38(2), pp. 152-176.
- Ahmad, M., Majeed, A., Khan, M. A., Sohaib, M. and Shehzad, K. (2021), "Digital financial inclusion and economic growth: provincial data analysis of China", *China Economic Journal*, 14(3), pp. 291-310.
- Ajaz, T. and Ahmad, E. (2010), "The effect of corruption and governance on tax revenues", *The Pakistan Development Review*, 49(4II), pp. 405-417.
- Alam, N., Gupta, L. and Zameni, A. (2019), "Digitalization, Development and Disruption", *Fintech and Islamic finance*: Palgrave Macmillan Cham.
- Al-Htaybat, K. and von Alberti-Alhtaybat, L. (2017), "Big Data and corporate reporting: Impacts and paradoxes", *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 30(4), pp. 850-873.
- Alm, J. (2012), "Measuring, explaining, and controlling tax evasion: Lessons from theory, experiments, and field studies", *International Tax and Public Finance*, 19(1), pp. 54-77.
- Alm, J. (2021), "Tax evasion, technology, and inequality", *Economics of Governance*, 22(4), pp. 321-343.
- Alm, J. and Liu, Y. (2018), "Corruption, taxation, and tax evasion", *Tulane Economics Working Paper Series No: 1802*. Tulane University.
- Alm, J. and Torgler, B. (2006), "Culture differences and tax morale in the United States and in Europe", *Journal of Economic Psychology*, 27(2), pp. 224-246.
- Alm, J. and Torgler, B. (2022), "Tax morale and the tax evasion-compliance nexus: The role of tax institutions", *Journal of Public Economics*, pp. 120, 45-57.
- Alm, J., Beebe, J., Kirsch, M. S., Marian, O. and Soled, J. A. (2020), "New technologies and the evolution of tax compliance", *Virginia Tax Review*, 39, 287.
- Alm, J., Martinez-Vazquez, J. and McClellan, C. (2016), "Corruption and firm tax evasion", *Journal of Economic Behavior & Organization*, 124, pp. 146-163.
- Al-Mulali, U., Solarin, S. A., Andargoli, A. E. and Gholipour, H. F. (2021), "Digital adoption and its impact on tourism arrivals and receipts", *Anatolia*, 32(2), pp. 337-339.
- Alon, A. and Hageman, A. M. (2013), "The impact of corruption on firm tax compliance in transition economies: Whom do you trust?", *Journal of Business Ethics*, 116(3), pp. 479-494.
- Alon, T., Farrell, D., Hur, C.M. and Mauro, P. (2022), "Macroeconomic effects of COVID-19 across the world income distribution", *IMF Economic Review*, 71, pp. 99-147.
- Amara, I. and Khelif, H. (2018), "Financial crime, corruption and tax evasion: A cross-country investigation", *Journal of Money Laundering Control*, 21(4), pp. 545-554.
- Amara, I., Khelif, H. and El Ammari, A. (2020), "Strength of auditing and reporting standards, corruption and money laundering: a cross-country investigation", *Managerial Auditing Journal*, 35(9), pp. 1243-1259.
- Amina, B. and Sara, M. (2024), "Tax evasion and its effects on development: A systematic review of current issues and future solutions", *The International Tax Journal*, 51(6), pp. 231-239.
- Amoh, J. K. and Ali-Nakyea, A. (2019), "Does corruption cause tax evasion? Evidence from an emerging economy", *Journal of Money Laundering Control*, 22(2), pp. 217-232.
- Amzuică B.F., Mititelu R.A. and Niulescu I. (2023), "Digitalization of Business- Implications on Tax Evasion Dimensions", *Proceedings of the International Conference on Business Excellence, Sciendo*, 17(1), pp. 1888-1896.
- Amzuică, B.F., Mititelu, R.A. and Niulescu, I. (2023), "Digitalization of business-implications on tax evasion dimensions", *International Conference on Business and Economics*, 17(1), pp. 1888-1896.

Androniceanu, A., Georgescu, I. and Kinnunen, J. (2022), "Public administration digitalization and corruption in the EU member states. A comparative and correlative research analysis", *Transylvanian Review of Administrative Sciences*, 18(65E), pp. 5-22.

Andvig, J.C. and Karl Ove Moene, K.O. (1990), "How corruption may corrupt", *Journal of Economic Behaviour and Organization*, 13, pp. 63-76.

Angour, N. and Nmili, M. (2019), "Estimating shadow economy and tax evasion: Evidence from Morocco", *International Journal of Economics and Finance*, 11(5).

Atayah, O. F. and Alshater, M. M. (2021), "Audit and tax in the context of emerging technologies: A retrospective analysis, current trends, and future opportunities", *The International Journal of Digital Accounting Research*, 21, pp. 95-128.

Azenzoul, A., Mahouat, N., Mokhlis, K. and Moussaid, A. (2025), "Digital Transformation and Corporate Tax Avoidance: Evidence from Moroccan Listed Firms", *Journal of Risk and Financial Management*, 18(10), 575.

Bauhr, M., Charron, N. and Sychowiec, M. (2021), "Does Corruption Lead to Lower Subnational Credit Ratings? Fiscal Dependence, Market Reputation, and the Cost of Debt", *Business and Politics*, 23(3), pp. 364-382.

Baum, M.A., Gupta, M.S., Kimani, E. and Tapsoba, M.S.J. (2017), "Corruption, taxes and compliance", *International Monetary Fund*.

Belahouaoui, R. and Alm, J. (2025), "Tax fraud detection using artificial intelligence based technologies : trends and implications", *Journal of Risk Financial Management*, 18(8), pp. 502.

Benkraiem, R., Depoers, F., Guizani, A. and Lakhal, F. (2021), "Powerful decision-makers and stock price crash risk", *Economics Bulletin*, pp.1876-1886.

Berman, A., Cano-Kollmann, M. and Mudambi, R. (2022), "Innovation and entrepreneurial ecosystems: fintech in the financial services industry", *Rev Manag Sci*, 16(1), pp. 45-64.

Bernhard, I., Norstrom, L., Snis, U.L., Gråsjö, U. and Gellerstedt, M. (2018), "Degree of digitalization and citizen satisfaction: A study of the role of local e-Government in Sweden", *Electronic Journal of e-Government*, 16(1), pp. 59-71.

Brenner, B. and Hartl, B. (2021), "The perceived relationship between digitalization and ecological, economic, and social sustainability", *Journal of Cleaner Production*, 315, 128128.

Cerqueti, R. and Coppier, R. (2011), "Economic growth, corruption and tax evasion", *Economic Modelling*, 28(1-2), pp. 489-500.

Chen, M., Zhao, K. and Jin, W. (2024), "Corporate digital transformation and tax avoidance: Evidence from China", *Pacific-Basin Finance Journal*.

Chen, W. and Meng, F. (2024), "Is corporate digital transformation a tax haven?", *International Journal of Managerial Finance*, 20(4), pp. 456-472.

Cobham, A. and Janský, P. (2018), "Global distribution of revenue loss from corporate tax avoidance: reestimation and country results", *Journal of International Development*, 30(2), pp. 206-232.

Cokins, G., Oncioiu, I., Türkes, M.C., Topor, D.I., Capusneanu, S., Pastiu, C.A., Deliu, D. and Solovastu, A. N. (2020), "Intention to use accounting platforms in romania: A quantitative study on sustainability and social influence", *Sustainability*, 12(15).

Colladon, A.F. and Remondi, E. (2017), "Using social network analysis to prevent money laundering", *Expert Systems with Applications*, 67, pp. 49-58.

Digital Adoption Index, (2021), "World Bank", <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2016/Digital-Adoption-Index>.

El Ammari, A. (2021), "Do CEO Duality and Ownership Concentration Impact Dividend Policy in Emerging Markets? The Moderating Effect of Crises Period", *International Journal of Financial Studies*, 9(4), pp.1-21.

EL Ammari, A. (2023). "Does political connection affect corporate financial performance? The moderating role of directors' financial expertise", *Journal of Financial Reporting and Accounting*, 21(5), pp. 1073-1099.

- El Ammari, A. and Chokri Terzi, C. (2023), "Causal Nexus Between Ownership Structure, Dividend Policy and Financial Performance: A Bootstrap Panel Granger non-causality Analysis", *Journal of African Business*, 24(4), pp. 562-579.
- Gana, M.R. and El Ammari, A. (2013), "Share transfer behaviour of newly introduced Tunisian companies and its determinants: An empirical analysis", *Journal of Multinational Financial Management*, 23(4), pp. 285-300.
- Gaspar, V. and Hagan, S. (2016), "Corruption: Costs and mitigating strategies", *International Monetary Fund Staff Discussion Note*, SDN 16/05. US: International Monetary Fund.
- González, P.C. and Velásquez, J. D. (2013), "Characterization and detection of taxpayers with false invoices using data mining techniques", *Expert Systems with Applications*, 40(5), pp. 1427-1436.
- Gulin, D., Hladika, M. and Valenta, I. (2019), "Digitalization and the Challenges for the Accounting Profession", In Proceedings of the Entrenova-Enterprise Research Innovation Conference.
- Gupta, S., Motlagh, M. and Rhyner, J. (2020), "The Digitalization Sustainability Matrix: A Participatory Research Tool for Investigating Digitainability", *Sustainability*, 12(21), 9283.
- Hamilton, R. and Stekelberg, J. (2017), "The effect of high-quality information technology on corporate tax avoidance and tax risk", *Journal of Information Systems*, 31(2), pp. 83-106.
- Hossain, M. S., Ling, C. C., Ali, M. S. and Fung, C. Y. (2024), "Tax avoidance and tax evasion: Current insights and future research directions from an emerging economy", *Asian Journal of Accounting Research*, 9(3), pp. 275-292.
- Johannessen, N. and Zucman, G. (2014), "The End of Bank Secrecy? An Evaluation of the G20 Tax Haven Crackdown", *American Economic Journal: Economic Policy*, 6 (1), pp. 6591.
- Karim, M.M., Dong, H.V., Khan, S., Qu, Q. and Kholodov, Y. (2025), "AI Agents Meet Blockchain: A Survey on Secure and Scalable Collaboration for Multi-Agents", *Future Internet*, 17(2), pp. 57.
- Kaufmann, D. and Kraay, A. (2008), "Governance indicators: Where are we, where should we be going?", *The World Bank Research Observer*, 23(1), pp. 1-30.
- Kaufmann, D., Kraay, A. and Mastruzzi, M. (2009), "Governance matters VIII: Aggregate and individual governance indicators for 1996-2008", *The World Bank Policy Research*, working paper No. 4978.
- Kaufmann, D., Kraay, A. and Mastruzzi, M. (2011), "The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues", *Hague Journal on the Rule of Law*, 3(02), pp. 220-246.
- Kemsley, D., Kemsley, S. A. and Morgan, F.T. (2022), "Tax evasion and money laundering: A complete framework", *Journal of Financial Crime*, 29(2), pp. 589-602.
- Khelil, I., El Ammari, A., Bouraoui, M.A. and Khlif, H. (2023), "Digitalization and money laundering: the moderating effects of ethical behaviour of firms and corruption", *Journal of Money Laundering Control*, 26(6), pp. 1203-1220.
- Khelil, I., Guidara, A. and Khlif, H. (2025), "Tax evasion and money laundering: the moderating effects of the strength of auditing and reporting standards and judicial independence Available to Purchase", *Journal of Financial Crime*, 32 (4), pp. 776-789.
- Khera, P., Ng, S.Y., Ogawa, S. and Sahay, R. (2021), "Digital financial inclusion in emerging and developing economies: A new index", *International Monetary Fund*.
- Khlif, H. and Achek, I. (2015), "The determinants of tax evasion: A literature review", *International Journal of Law and Management*, 57(5), pp. 486-497.
- Khlif, H. and Amara, I. (2019), "Political connection, corruption and tax evasion: A cross-country investigation", *Journal of Financial crime*, 26(2), pp. 401-411.
- Khlif, H., Guidara, A. and Hussainey, K. (2016), "Sustainability level, corruption and tax evasion: A cross-country analysis", *Journal of Financial Crime*, 23(2), pp. 328-348.
- Kirchler, E., Muehlbacher, S., Kastlunger, B. and Wahl, I. (2007), "Why pay taxes? A review of tax compliance decisions", *International Center for Public Policy*, Working Paper Series 07-30.
- Kitsios, E., Jalles, J. T. and Verdier, G. (2022), "Tax evasion from cross-border fraud: Does digitalization make a difference?", *Applied Economics Letters*, pp. 1-7.

Knudsen, D.R. (2020), "Elusive boundaries, power relations, and knowledge production: A systematic review of the literature on digitalization in accounting", *International Journal of Accounting Information Systems*, 36, 100441.

Kotarba, M. (2017), "Measuring digitalization: Key metrics", *Foundations of Management*, 9(1), pp. 123-138.

Kuzey, C., Dinc, M.S., Gungormus, A.H. and Incirkus, L. (2019), "Quality in e-Government accounting services: A model of relationships between e-service quality dimensions and behaviors", *Eurasian Journal of Business and Economics*, 12(23), pp. 63-78.

Lee, K.L., Azmi, N., Hanayasha, J., Alzoubi, H. and Alshurieh, M. (2022), "The effect of digital supply chain on organizational performance: an empirical study in Malaysia manufacturing industry", *Uncertain Supply Chain Management*, 10(2), pp. 495-510,

Li, W., Yigitcanlar, T., Liu, A. and Erol, I. (2022), "Mapping two decades of smart home research: A systematic scientometric analysis", *Technological Forecasting and Social Change*, 179, 121676.

Liang, S. w. and Lu, H. p (2013), "Adoption of e-government services: An empirical study of the online tax filing system in Taiwan", *Online Information Review*, 37(3), pp. 424-442.

Majeed, A., Ye, C., Chenyun, Y., Wei, X. and Muniba, (2022), "Roles of natural resources, globalization, and technological innovations in mitigation of environmental degradation in BRI economies", *PLoS One*, 17, e0265755.

Medina, L. and Schneider, F. (2021), "Shadow economies around the world: What did we learn over the last 20 years?", *International Monetary Fund*, Working Papers, 21(30).

Mitchell, A. and Sikka, P. (2011), "The pin-stripe mafia: How accountancy firms destroy societies", *Association for Accountancy & Business Affairs*.

Mutungi, F. (2023), "Digital anti-corruption typology for public sector", *East African Journal of Information Technology*, 6(1), pp. 45-65.

Nam, T. (2018), "Examining the anti-corruption effect of e-government and the moderating effect of national culture: A cross-country study", *Government Information Quarterly*, 35(2), pp. 273-282.

Nembe, J., Atadoga, J., Olubusola, O., Mhlongo, N., Oguejiofor, B., Falaiye, T. and Daraojimba, A. (2024), "The role of artificial intelligence in enhancing tax compliance and financial regulation", *Finance & Accounting Research Journal*, 6(2), pp. 241-251.

Nguyen K.H. (2025), "Impacts of digital transformation on financial performance: evidence from Vietnam", *Financial and credit activity problems of theory and practice*, 5(58), pp. 175-184.

Nguyen, N., Nguyen, C., Nguyen, H. and Nguyen, V. (2021), "Impact of Quality Management on Business Performance of Manufacturing Firms: The Moderated Effect of Industry 4.0", *Quality Innovation Prosperity*, 25(3), pp. 120-135.

Nguyen-Thi-Huong, L., Nguyen-Viet, H., Nguyen-Phuong, A. and Van Nguyen, D. (2023), "How does digital transformation impact bank performance?", *Cogent Economics & Finance*, 11(1).

Nose, M., Pierri, N. and Honda, J. (2025), "Leveraging Digital Technologies in Boosting Tax Collection", *IMF Working Paper* 25/89.

Nuryani, N., Mutiara, A.B., Wiryana, I.M., Putra, S.N.W. and Purnamasari, D. (2024), "Artificial intelligence model for detecting tax evasion involving complex network schemes", *Aptisi Transactions on Technopreneurship*, 6(3), pp. 339-356.

Olumoh, Y.A. (2025), "Digital transformation in taxation and tax evasion in Nigeria: insights from kwara state", *Nigerian Journal of Banking and Financial Issues*, 11(1).

Ouedraogo, R. and Sy, M.A.N. (2020), "Can digitalization help deter corruption in Africa?", *International Monetary Fund*.

Ozili, P.K. (2020), "Tax evasion and financial instability", *Journal of Financial Crime*, 27(2), pp. 531-539.

Pakhnenko, O., Rubanov, P., Hacar, D., Yatsenko, V. and Vida, I. (2021), "Digitalization of financial services in European countries: Evaluation and comparative analysis", *Journal of International Studies*, 14(2), pp. 267-282.

Pérez-Lopez, C., Delgado Rodriguez, M.J. and de Lucas Santos, S. (2019), "Tax fraud detection through neural networks: An application using a sample of personal income taxpayers", *Future Internet*, 11(4), 86.

Picur, R.D. and Riahi-Belkaoui, A. (2006), "The impact of bureaucracy, corruption and tax compliance", *Review of Accounting and Finance*, 5(2), pp. 174-180.

Pomaza-Ponomarenko, A.L., Hren, L.M., Durman, O.L. and Bondarchuk, N. (2020), "Management mechanisms in the context of digitization of all spheres of society", *Revista San Gregorio*, (42), pp. 1-9.

Rao, G.B., Pagare, S., Khodifad, N., Zalawadia, K., Verma, A. and Durani, H. (2025), "Integrating Artificial Intelligence With Blockchain For Secure And Scalable Data Management In Decentralized Systems", *International Journal of Environmental Sciences*, 11(23s).

Riahi-Belkaoui, A. (2004), "Relationship between tax compliance internationally and selected determinants of tax morale", *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 13(2), pp. 135-143.

Richardson, G. (2006), "Determinants of tax evasion: A cross-country investigation", *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 15(2), pp. 150-169.

Richardson, G. (2008), "The relationship between culture and tax evasion across countries: Additional evidence and extensions", *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 17(2), pp. 67-78.

Romero, I. and Mammadov, H. (2024), "Digital Transformation of Small and Medium-Sized Enterprises as an Innovation Process: A Holistic Study of its Determinants", *Journal of the Knowledge Economy*, 16(2), pp. 8496-8523.

Romero, R.R, Valdés-González, H. and Reyes-Bozo, L. (2021), "Digital Transformation: Opportunity or Threat to Employability?", *Revista Facultad de Ingeniería*, 30(56).

Rose-Ackerman, S. (2021), "Corruption and COVID-19", *Eunomia. Revista en Cultura de la Legalidad*, 20, pp. 16-36.

Rose-Ackerman, S. and Palifka, B.J. (2016), "Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform", *Second Edition Publisher: Cambridge University Press*.

Sandmo, A. (2005), "The theory of tax evasion: A retrospective view", *National Tax Journal*, 58(4), pp. 643-663.

Schneider, F. (2022), "The informal economy and its impact on tax evasion", *Journal of Economic Perspectives*, 36(1), pp. 35-49.

Sebastian, I.M., Moloney, K.G. and Ross, J.W. (2017), "How big old companies navigate digital transformation", *MIS Quarterly Executive*, 16(3), pp. 197-213

Shaikh, A. K., Al-Shamli, M. and Nazir, A. (2021), "Designing a relational model to identify relationships between suspicious customers in anti-money laundering (AML) using social network analysis (SNA)", *Journal of Big Data*, 8(1), pp. 1-22.

Shujaaddeen, A., Ba-Alwi, F.M. and Al-Gaphari, G. (2024), "A New Machine Learning Model for Detecting levels of Tax Evasion Based on Hybrid Neural Network", *International Journal of Intelligent Systems and Applications in Engineering*, 12(11s), pp. 450-468.

Sijabat, R. (2020), "Analysis of e-government services: A study of the adoption of electronic tax filing in Indonesia", *Jurnal Ilmu Sosial Dan Ilmu Politik*, 23(3), pp. 179-197.

Singh, H., Kar, A.K. and Ilavarasan, P.V. (2019), "Adoption of e-Government services: A case study on e-Filing system of income tax department of India: Performance and safety management", *Operations Research in Development Sector*, pp. 109-123.

Skare, M. and Soriano, D.R. (2021), "How globalization is changing digital technology adoption: An international perspective", *Journal of Innovation & Knowledge*, 6(4), pp. 222-233.

Slemrod, J. and Weber, C. (2012), "Evidence of the invisible: toward a credibility revolution in the empirical analysis of tax evasion and the informal economy", *Int Tax Public Finance*, 19(1), pp. 25-53

Souguir, Z., Lassoued, N., Khanchel, I. and Bejaoui, E. (2025), "Behind the Screens: Digital Transformation and Tax Policy", *Journal of Risk Financial Management*, 18(7), pp. 390.

Strango, C. (2021), "Does digitalization in public services reduce tax evasion?", *MPRA Paper No. 106856*.



- Su, L. (2025), "Tax administration digitization and corporate tax avoidance: a quasi-natural experiment based on the golden tax III project in China", *Baltic Journal of Economics*, 25(1), pp. 175-199.
- Svensson, J. and Fisman, R. (2007), "Are Corruption and Taxation Really Harmful To Growth? Firm Level Evidence", *Journal of Development Economics*, 83(1), pp. 63-75.
- Syed, A.A. (2025), "Does trade uncertainty in us and China influence Indian banking stability: an analysis through the lens of banking regulation and compliance", *Journal of Financial Regulation Compliance*, 33 (2), pp. 190-213.
- Thomas, M.A. (2010), "What do the worldwide governance indicators measure?", *The European Journal of Development Research*, 22(1), pp. 31-54.
- Torgler, B. (2005), "Tax morale in Latin America", *Public Choice*, 122(1-2), pp. 133-157.
- Torgler, B. (2023), "The evolution of tax morale and its impact on compliance", *Public Finance and Management*, 23(2), pp. 111-127.
- Torgler, B. and Schneider, F. (2009), "The impact of tax morale and institutional quality on the shadow economy", *Journal of Economic Psychology*, 30(2), pp. 228-245.
- Tran, T.K., Truong, M.T., Bui, K.T., Duong, P.D., Huynh, M.V. and Nguyen, T.T.H. (2023), "Firm risk and tax avoidance in vietnam: Do good board characteristics interfere effectively?", *Risks*, 11(2), 39.
- Transparency International, (2022). <https://www.transparency.org/en/cpi/2022>.
- Tsakumis, G.T., Curatola, A.P. and Porcano, T.M. (2007), "The relation between national cultural dimensions and tax evasion", *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 16(2), pp. 131-147.
- Uyar, A., Nimer, K., Kuzey, C., Shahbaz, M. and Schneider, F. (2021), "Can e-government initiatives alleviate tax evasion? The moderation effect of ICT", *Technological Forecasting and Social Change*, 166, 120597.
- Van, B., Lovics, G., Toth, C.G. and Szoke, K. (2025), "Digitalization against tax evasion : evidence on the role of company size", *Journal of Business Economics*, 95, pp. 749-776.
- Vial, G. (2019), "Understanding Digital Transformation: A Review and a Research Agenda", *The Journal of Strategic Information Systems*, 28, pp. 118-144.
- Warren, N.B., Hanson, S. and Yuan., H. (2020), "Feeling Manipulated: How Tip Request Sequence Impacts Customers and Service Providers", *Journal of Service Research*, 24 (1), pp. 66-83.
- Winter, L.B. and Voza, D. (2022), "Corruption, Tax Evasion, and the Distortion of Justice: Global Challenges and International Responses", *Law and Contemporary Problems*, 85(4), pp. 75-100.
- World Bank, (2019), "Global Economic Prospects", *Darkening Skies*, Washington, DC: World Bank.
- Wu, J.X. and Li, J. (2020), "Blockchain consensus algorithm evolution process", *Application Research of Computers*, 37, pp. 2097-2103
- Wu, R.S., Ou, C.S., Lin, H.Y., Chang, S.I. and Yen, D.C. (2012), "Using data mining technique to enhance tax evasion detection performance", *Expert Systems with Applications*, 39(10), pp. 8769-8777.
- Yamen, A., Coskun, A. and Mersni, H. (2023b), "Digitalization and tax evasion: The moderation effect of corruption", *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 36(2), pp. 1-24.
- Yamen, A.E. (2021), "Tax evasion, corruption and COVID-19 health risk exposure: A cross country analysis", *Journal of Financial Crime*, 28(4), pp. 995-1007.
- Yamen, A.E., Allam, A., Bani-Mustafa, A. and Uyar, A. (2018), "Impact of institutional environment quality on tax evasion: A comparative investigation of old versus new EU members", *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 32, pp. 17-29.
- Yamen, A.E., Mersni, H. and Ramadan, A. (2023a), "Tax evasion and public governance before and after the European "big bang": A red flag for policymakers", *Journal of Financial Crime*, 30(2), pp. 420-436.
- Zhang, Q. and She, J. (2024), "Digital transformation and corporate tax avoidance: An analysis based on multiple perspectives and mechanisms", *PLoS ONE*, 19(9).